



**Direction générale des politiques agricole,
agroalimentaire et des territoires
Sous-direction des entreprises agricoles
Bureau du Crédit et de l'Assurance
3, rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

N° NOR AGRT1500899N

**Note de service
DGPAAT/SDEA/2015-73
21/01/2015**

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction modifie :

DGPAAT/SDEA/2015-33

Nombre d'annexes : 0

Objet : Taux de base et montant de rémunération des banques applicables aux prêts bonifiés à l'agriculture dont l'autorisation de financement est antérieure au 1er janvier 2015, à compter du 1er février 2015.

Destinataires d'exécution

DRAAF
DAAF
DDT(M)
ASP

Résumé : Cette note précise le taux de base et le montant forfaitaire de rémunération des banques en vigueur du 1er février au 30 avril 2015, applicables aux prêts bonifiés à l'agriculture dont l'autorisation de financement est antérieure au 1er janvier 2015.

1 - Taux de base et rémunération des banques à compter du 1^{er} février 2015, applicables aux prêts bonifiés dont l'autorisation de financement est antérieure au 1^{er} janvier 2015

Conformément à la Convention d'habilitation des établissements de crédit à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2020, la valeur du taux de base passe de 2,68 % à **2,43 %** du 1^{er} février au 30 avril 2015.

La rémunération des banques, quant à elle, est forfaitaire. Elle est calculée comme suit :
le montant de rémunération des banques correspond à un **montant forfaitaire annuel**, par prêt bonifié, qui s'élève à **40 € en 2015**.

Caractéristiques des prêts

| Catégorie de prêts | Taux | Durée de bonification | Durée maximale | Plafond | |
|-------------------------|---------------|-----------------------|----------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| MTS-JA | | | | | |
| Zone plaine | 2,5 % | 7 ans | 12 ans | Subvention équivalente < 11 800 € | |
| Zone défavorisée | 1 % | 9 ans | | Subvention équivalente < 22 000 € | |
| MTS-Autres | | | | | |
| Zone plaine | 3,5 % | 12 ans | 15 ans | Plafond de réalisation = 110 000 € | |
| Zone défavorisée | 2 % | 15 ans | | | |
| MTS-CUMA | | | | | |
| Zone plaine | 0,43 % | 7 ans | 12 ans | < 15 adhérents encours < 191 000 € | > 15 adhérents encours < 275 000 € |
| Zone défavorisée | 0,00 % | 9 ans | | réalisation < 305 000 € | réalisation < 420 000 € |

IMPORTANT : L'application stricte de la réglementation pour les MTS-Autres en zone de plaine, amènerait en théorie à une rémunération négative des établissements de crédit pour la distribution de ce type de prêts bonifiés (différentiel de taux égal à -0,82% pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2014). En pratique, par souci de simplification, le différentiel de taux sera considéré comme nul et les MTS-Autres distribués pendant la période présente par les établissements de crédit ne généreront pas de remboursement de charges de bonification par l'Etat.

Par ailleurs, un taux de base aussi faible permet aux exploitants de souscrire des prêts non bonifiés à des conditions plus favorables que celles proposées par l'Etat dans le cadre de ses prêts bonifiés et sans grever leurs plafonds de droits. Aussi, il vous est recommandé de suspendre provisoirement la mise en place des prêts MTS-Autres et MTS-JA en zone de plaine, sauf pour les bénéficiaires qui en feraient expressément la demande après s'être vu refuser par leur banque un prêt aux conditions actuelles du marché.

2 – Respect du montant de la subvention équivalente pour les prêts bonifiés

Grâce à l'application OSIRIS, toutes les DDT/DDTM ont la possibilité de calculer instantanément et précisément le montant de la subvention équivalente pour tout prêt, quelles que soient ses caractéristiques (montant, durée, différé, périodicité...).

Je vous rappelle que les montants de subventions équivalentes sont notamment utilisés pour la vérification de points d'éligibilité : respect du double plafond communautaire de 40 000 € et 70 000 € ou 55 000 € (selon que le dossier a été déposé après ou avant le 1^{er} janvier 2009, cf. fiche 9 de la circulaire DGPAAT/SDEA/C2009-3030 du 24 mars 2009) pour les aides à l'installation¹ et respect du plafond pour les aides sous régime de minimis.

Depuis la parution de l'arrêté du 7 mars 2008 qui modifie les caractéristiques financières des prêts bonifiés à l'installation, il est nécessaire de vérifier le plafond de subvention équivalente applicable aux demandeurs de prêts bonifiés à l'installation (prêts MTS-JA). Pour l'application de cette mesure, vous voudrez bien vous référer à la circulaire ministérielle SG/DAFL/SDEA/C2008-1531 du 16 juin 2008 « Instructions relatives au redémarrage de la

¹ DJA et prêts bonifiés. Ces deux aides à l'installation (DJA et équivalent subvention pour les prêts MTS-JA, ainsi que les compléments de DJA éventuels apportés par les collectivités territoriales) doivent s'inscrire dans le plafond communautaire de 70 000 € à compter du 1^{er}/01/2009 pour tous les nouveaux dossiers retenus par la DDT/DDTM et enregistrés sur OSIRIS ; ni la DJA, ni l'équivalent subvention pour les prêts MTS-JA, ne devant dépasser les 40 000 €.

distribution des prêts MTS-JA » et à la circulaire interministérielle SG/DAFL/C2008-1523 du 9 avril 2008 « Instructions relatives au redémarrage de la distribution des prêts MTS-JA en 2008 ».

La prochaine évolution du taux de base devrait intervenir à compter du 1^{er} mai 2015.

Le Directeur général adjoint des politiques
agricole, agroalimentaire et des territoires
Chef de service de la production agricole

Hervé DURAND